

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4256 - Mercredi 23 août 2017 - Prix : 10 DA

Un réseau de trafic
de drogue démantelé à OranPlus de deux
quintaux de kif saisis

Page 24

Promotion du tourisme saharien

Le programme de l'ONAT

Page 2

Provocation

Par Mohamed Habili

Le président sud-coréen est si peu certain que les nouvelles manœuvres avec les Américains au large de la Péninsule soient une bonne idée qu'il a tenu, la veille de leur lancement, à mettre en garde Pyongyang contre la tentation de s'en servir comme d'un prétexte pour se livrer à une de ses expérimentations qui sont autant de tirs de sommation, à l'adresse d'ailleurs non pas tant de son pays que des Etats-Unis. On se prend à se dire que s'il nourrit à ce point une crainte de ce genre, n'aurait-il pas valu mieux pour lui annuler un étalage de force dont on voit mal comment il ne serait pas perçu comme une provocation par le pays voisin, ou pire encore comme un défi demandant à être relevé sans plus tarder? Deux choses ont en effet le don de provoquer l'ire de ce dernier : des sanctions économiques prises à son encontre, et des exercices militaires destinés à lui en imposer. C'est plus fort que lui : il y voit un acte d'hostilité, une menace, quelque chose qui ressemble à une déclaration de guerre avant l'heure, quand ils ne seraient en réalité que des exercices de routine, programmés depuis longtemps et impossibles à remettre. Il se trouve qu'il y a quelques jours seulement la Corée du Nord a fait l'objet de sanctions économiques pour la première fois adoptées à l'unanimité par le Conseil de sécurité. C'est le moment que choisissent Américains et Coréens du Sud pour la narquer tout autant que pour remuer le couteau dans la plaie.

Suite en page 3

À l'approche de l'Aïd

Rush sur les bureaux de poste



Comme à l'accoutumée, l'approche des fêtes religieuses rime avec prise d'assaut des bureaux de poste. Files d'attente et foule d'usagers au sein des postes. A la veille de l'Aïd-El Adha la demande en argent liquide pour les différents achats est plus importante que d'habitude. Lire page 2

Industrie automobile militaire

Mercedes-Benz livre 227 véhicules au MDN

Page 3

Festival du cinéma de Saïdia

«Contes de mon village» de Karim Traïdia en compétition

Page 13

Des files énormes pour une poignée de dinars

Rush sur les bureaux de poste à l'approche de l'Aïd

■ Comme à l'accoutumée, l'approche des fêtes religieuses rime avec prise d'assaut des bureaux de poste. Files d'attente et foule d'usagers au sein des postes. A la veille de l'Aïd-El Adha la demande en argent liquide pour les différents achats est plus importante que d'habitude.

Par Meriem Benchaouia



PH. SORAJEL A.

A cela s'ajoute la coïncidence de l'avancement des salaires des travailleurs de différents secteurs et les pensions de retraites. Hier matin, comme les jours précédents, les différents bureaux de poste que compte la ville d'Alger se sont retrouvés bondés et ce, bien avant l'ouverture des portes. Dépenses

conséquentes de la fête obligent, le budget des citoyens a été mis à rude épreuve et les poches se sont très vite vidées. Dès l'ouverture du bureau de poste, une foule compacte commence à se former au niveau des guichets des comptes courants postaux (CCP) notamment. C'est le cas au niveau du bureau de poste du Sacré cœur. «Vous pouvez vous asseoir, il y a des

chaises pour cela et tout le monde sera servi», crie une employée d'Algérie Poste. Même constat au centre de paiement de la Grande-Poste, la salle était pleine comme un œuf. Les guichets étaient pris d'assaut par une foule dense. Jeunes et moins jeunes, femmes et enfants, assis sur les chaises encore disponibles ou accroupis, attendent patiemment leur

tour. Si certains restent confinés à l'intérieur de la salle, d'autres, préférant échapper au brouhaha, ont pris leurs tickets et sont restés sur le trottoir attendant l'entrée de la poste. Ainsi, ils sont obligés de prendre leur mal en patience devant des guichets submergés de monde. Les agents de sécurité tentent tant bien que mal de maîtriser la situation à travers la distribution de jetons, mais peine perdue. Les postiers travaillent sans arrêt afin de satisfaire la demande. Ce qui n'est pas du tout facile. Tout le monde veut ses sous et lorsque la médiocrité récurrente de la connexion et du réseau informatique s'invite, la situation se complique et engendre des tensions. Certains ont fini par quitter les centres des chèques postaux les mains vides, las d'attendre. «Cela fait des heures que j'attends, mais ça n'avance pas du tout», murmure un homme. «C'est inacceptable», nous lance une femme avant d'ajouter : «Je suis là depuis 7h30, je suis venue tôt pour éviter la cohue. Mais rien n'y fait, il est 10 heures et je n'ai pas encore retiré mon argent et là je dois partir». Pour Mohamed, un père de famille accompagné de ses deux

enfants, «on n'a pas le choix, il faut s'armer de patience». «Je suis contraint d'attendre encore pour retirer de l'argent afin de subvenir aux besoins de mes enfants en cette fête», a-t-il souligné. Pourtant, une alternative subsiste, le retrait automatique d'argent. Le rush sur le bureau de poste, de la part de retraités et salariés a poussé Algérie Poste à se lancer dans la monétique, en distribuant des millions de cartes de retrait. Celles-ci sont cependant peu utilisées. Instauré depuis des années par Algérie Poste, les Algériens n'adoptent toujours pas la carte de paiement magnétique. En effet, plus des deux tiers des clients d'Algérie Poste opèrent toujours les retraits par chèque. Les pouvoirs publics étaient convaincus qu'ils accomplissaient une véritable révolution en lançant les cartes magnétiques CCP à travers Algérie Poste considérée par les spécialistes comme étant, en fait, la plus grande banque du pays. Les responsables au niveau d'Algérie Poste ont reconnu, à maintes reprises, cet état de fait, allant jusqu'à jongler avec la technologie et trouver le moyen de limiter l'impact de cet échec. **M. B.**

Promotion du tourisme saharien

Le programme de l'ONAT

L'Office national algérien du tourisme (ONAT) a dévoilé hier, un programme varié spécial pour la promotion du tourisme saharien pour l'année en cours, ciblant plusieurs sites touristiques dans les régions du Sud et les Oasis du pays, avec au menu des manifestations culturelles, touristiques et promotionnelles. Le Sud algérien ne cesse d'attirer les touristes nationaux et étrangers. Pour promouvoir cette destination touristique par excellence, l'Office national algérien du tourisme a tracé pour l'occasion «un riche programme» pour la prochaine saison du tourisme saharien au profit des touristes nationaux et étrangers, incluant plusieurs destinations touristiques du Sud du pays, en prévision de la saison du tourisme saharien qui débutera le 29 septembre prochain. «Un programme riche et varié a été établi afin de privilégier cette

destination touristique, d'autant que le tourisme saharien constitue le cheval de bataille de l'ONAT qui se focalise sur l'intensification des programmes dans le Sud du pays, notamment les régions de Tamanrasset, Djanet, Timimoune, Taghit et les Oasis» a déclaré à l'APS le directeur général de l'ONAT, Mohamed-Cherif Selatnia. Il a précisé que de «longs séjours avec des groupes de 35 à 40 personnes seront organisés chaque week-end pour promouvoir davantage le tourisme saharien».

Pour faciliter le transport dans les régions du Sud, l'ONAT a signé une convention avec les compagnies Air Algérie et Tassili Airlines portant sur une réduction de 50% des billets d'avion.

M. Selatnia a fait savoir qu'un complexe touristique relevant de l'ONAT sera prochainement inauguré à Djanet afin

d'accueillir chaque week-end des touristes et leur permettre de découvrir les spécificités et les beaux paysages du Tassili et de Djanet.

Il a ajouté que l'ONAT compte saisir l'opportunité de la saison du tourisme saharien pour organiser des séjours au profit de différentes tranches de la société pour mettre en valeur les potentialités du Sud, dont notamment l'art culinaire, dans l'objectif de promouvoir la destination touristique algérienne.

«Le tourisme saharien commence à intéresser davantage aussi bien les Algériens que les étrangers et nous avons constaté ces dernières années un engouement particulier pour le Sud du pays, ce qui nous encourage à consentir plus d'efforts dans ce créneau», a expliqué M. Selatnia, soulignant que la promotion du tourisme interne constitue une

«préoccupation majeure» de l'ONAT qui propose «des offres intéressantes avec des prix concurrentiels répondant aux attentes de nos clients».

Pour rappel, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, avait annoncé récemment la mise en place d'une commission composée de représentants des secteurs concernés, chargée de préparer la saison du tourisme saharien et assurer son bon déroulement.

Malgré les potentialités importantes que recèle le Grand Sud algérien, le secteur du tourisme dans cette région peine toujours à décoller, comme l'attestent les professionnels du secteur. De nombreux partenaires du secteur du tourisme impudent ce recul d'activités touristiques et de touristes, entre autres, au manque de vulgarisation des potentialités de cette région. **Louiza Ait Ramdane**

Condamnation de l'ancien chef «police islamique» de Gao

Minusma se réjouit du procès «juste» et «équitable»

La Mission de l'ONU au Mali (Minusma) a salué avant-hier la condamnation à dix ans de prison d'Aliou Mahamane Touré, ancien chef de ce qui était appelé «police islamique» de Gao durant l'occupation du Nord du pays par des groupes terroristes entre 2012 et 2013, pour «association de malfaiteurs, détention illégale d'armes de guerre et de munitions, atteinte à la sûreté intérieure et coups et blessures aggravés», ont rapporté les médias maliens citant un communiqué de la Minusma. Aliou Mahamane Touré a été en effet impliqué dans de nombreux abus du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire entre

2012 et 2013 dans la région de Gao, dans le nord du Mali. La Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali) s'est «réjouie» que les garanties pour un procès «juste» et «équitable» aient été respectées et que des mesures de réparation aient été accordées aux victimes. «Ce procès marque un pas encourageant dans la lutte contre l'impunité au Mali, et constitue un signal d'espoir pour toutes les nombreuses victimes d'abus et de violation graves des droits de l'homme commis à partir de 2012», a déclaré dans le communiqué le chef de la Minusma, Mahamat Saleh Annadif. La Mission entend pour-

suivre son appui aux autorités maliennes et aux associations de défense des droits de l'homme aux fins d'accélérer l'ensemble des dossiers encore en attente, pour une justice «équitable» et «diligente», a-t-il poursuivi. «Malgré les défis sécuritaires et opérationnels auxquels font face les magistrats, ce procès démontre que des procédures judiciaires sur des violations graves des droits de l'homme ou du droit international humanitaire peuvent être menées à leur terme», a conclu M. Annadif. Le procès en assises de l'ancien chef de ce qui était appelé «police islamique» de Gao et membre d'un groupe terroriste pendant l'occupation de

cette ville du Nord du Mali par des terroristes entre 2012 et 2013, s'était ouvert vendredi devant une Cour d'assises de Bamako en présence de plusieurs victimes civiles. Arrêté en décembre 2013 par les forces armées maliennes, «Aliou Mahamane Touré» était notamment accusé de crimes commis contre des civils à Gao durant cette époque. Le 28 mars, la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Bamako a décidé de renvoyer Aliou Mahamane Touré devant une Cour d'assises. Pour la première fois, un membre d'un groupe terroriste est jugé pour des crimes commis contre des civils durant l'occupation du Nord du Mali de

début 2012 à début 2013 par des groupes terroristes. Originaire de Gao, Aliou Mahamane Touré était, selon les médias, une figure d'un des groupes terroristes qui ont occupé le Nord du Mali en 2012, avant d'en être chassés par une intervention militaire internationale début 2013. Il était notamment poursuivi par la justice malienne pour «atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, tortures ou encore coups et blessures volontaires». En tout, une dizaine de victimes, dont plusieurs directes, s'étaient constituées parties civiles dans cette affaire et ont été entendues par le juge d'instruction puis au procès pour livrer leur témoignage. **Malik H.**

Raffinerie d'Alger

Guitouni : «Le projet sera livré dans les délais»

■ Les travaux de réhabilitation et d'extension de la raffinerie pétrolière de Sidi R'cine (sud-est Alger), confiés fin 2016 à une société chinoise, «avancent bien» grâce à la prise en charge, par la Sonatrach, des différentes contraintes, notamment celles liées au manque d'effectif, a indiqué, hier, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, assurant que le projet sera livré dans les délais, à savoir en octobre 2018.

Par Yanis B.

«Aujourd'hui nous avons constaté que les choses se sont organisées et vont beaucoup mieux. On sent que le chantier a réellement démarré. Sonatrach, avec sa nouvelle direction, a repris les choses en mains», a déclaré le ministre à l'issue d'une visite inopinée d'inspection, effectuée dans cette raffinerie en compagnie du P-dg de Sonatrach Abdelmoumen Ould Kaddour et des cadres du secteur. «Les contraintes posées au partenaire chinois ont été levées du moment qu'il va pouvoir mobiliser, en plus de quelque 2 000 employés chinois déjà opérationnels, 3 000 agents expatriés supplémentaires qui vont bientôt compléter l'effectif actuel», s'est réjoui M. Guitouni. Le 18 juillet dernier, lors d'une première visite d'inspection à cette raffinerie, le ministre avait fait état d'un «chantier désordonné», exhortant China petroleum Engineering and construction (CPECC) à accélérer les travaux et renforcer ses effectifs pour réaliser le projet dans les délais impartis. Suite au mécontentement du ministre quant au retard pris dans la réhabilitation de cette raffinerie stratégique pour le pays, puisqu'elle couvre les besoins en produits pétroliers de 18 wilayas du centre, le directeur du projet avait été alors relevé de ses fonctions en juillet et remplacé par un nouveau cadre. Pour rappel, un premier contrat de réhabilitation de la raffinerie d'Alger avait été conclu en 2010 avec la société française TechnipFMC, avant d'être résilié en 2015 à cause d'un énorme retard dans la réalisation. Les responsables de CPECC, qui a décroché en novembre 2016 un nouveau contrat de 45 milliards de DA, pour la réhabilitation de

la raffinerie, avaient de leur côté justifié le retard enregistré par le manque d'effectif sur le chantier à cause d'un «problème de visa» pour le personnel chinois. M. Guitouni a donc ordonné le recours aux compétences algériennes, notamment celles actives dans les grands travaux d'aménagement, pour combler ces insuffisances et accélérer la cadence de réalisation. Ainsi, la Sonatrach a procédé au renforcement du staff de la raffinerie en faisant appel à des cadres expérimentés activant dans les raffineries de Skikda et d'Arzew, en plus d'une soixantaine de nouveaux ingénieurs, portant le nombre du staff local chargé du projet à 189 personnes en plus de quelque 1 700 employés chinois, a indiqué Bouaziz Salih, directeur de la division raffinage. De plus, la Sonatrach «a pu régler, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, le problème des visas pour l'effectif chinois. Ainsi, 3 000 agents chinois vont rejoindre le chantier dès septembre prochain», a-t-il soutenu. Selon le même cadre, les travaux d'engineering ont été achevés à presque 100%, la totalité des équipements nécessaires ont été installés alors que les travaux de construction sont à 59% actuellement. Ainsi, le taux d'avancement physique du projet est estimé aujourd'hui à 81,32% contre 80,39% il y a un mois, selon lui. Le projet de réhabilitation de la raffinerie d'Alger devrait permettre d'augmenter de 35% les capacités de traitement de cette unité, les portant de 2,8 millions de tonnes (Mt) par an d'hydrocarbures actuellement à 3,7 Mt. Il permettra également de produire des carburants aux normes internationales. La raffinerie devrait ainsi voir sa capacité de production en gasoil passer de 737 000 tonnes/an à 1,18 million de



PH/D. R.

tonnes/an, sa capacité de production d'essence passer de 400 000 t/an actuellement à 1,3 Mt et celle du GPL de 88 700 t/an à 270 000 t/an. Les capacités de stockage de carburants vont à leur tour augmenter de 73%.

Une unité de récupération de soufre et une autre de traitement des eaux

La création d'une nouvelle unité de récupération de soufre, un gaz nocif pour l'environnement et pour la santé, est également prévue par le projet. Ce gaz, qui était jusque-là brûlé en torche, sera récupéré et valorisé, a fait savoir M. Bouaziz. D'autre part, le projet prévoit la création d'une unité d'épuration et de traitement des eaux évacuées par la raffinerie. Pour ce qui est de la réalisation des nouvelles raffineries à Hassi Messaoud et Tiaret, le ministre a avancé que les discussions avec les partenaires étrangers «sont en cours et nous pensons avoir les sociétés réalisatrices entre janvier et février 2018». La consommation nationale en carburants avait connu une augmentation annuelle de 7% ces dix dernières années, un

accroissement induit à la fois par l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens, l'augmentation du parc automobile national ainsi que les prix bas des carburants. Pour répondre à cette demande en hausse continue, l'Etat a alors décidé de la réalisation de deux autres nouvelles raffineries à Hassi Messaoud (5 Mt/an) et Tiaret (5 Mt/an) dont la réception est prévue pour 2020. Les capacités globales de raffinage de l'Algérie devront être portées à 40 Mt/an à l'horizon 2021, à la faveur de la réalisation de nouvelles raffineries et de la réhabilitation de celle d'Alger. L'Algérie serait alors autosuffisante en carburants et pourrait même exporter à partir de 2020, soit après l'entrée en service des nouvelles raffineries. L'Algérie produit actuellement 11,5 Mt par an de carburants, contre une consommation globale de 15 Mt/an, alors que le déficit (3,5 Mt/an) est comblé par l'importation pour un montant de deux milliards de dollars/an. L'objectif des différents projets de réhabilitation des raffineries existantes et de création de nouvelles raffineries est justement de faire économiser au pays ces milliards de dollars d'importation, a tenu à rappeler M. Guitouni. Y. B.

Industrie automobile militaire

Mercedes-Benz livre 227 véhicules au MDN

La société AMS-MB a procédé hier, à la livraison de 227 véhicules de marque Mercedes Benz au profit du ministère de la Défense nationale, représenté par la Direction centrale du matériel, ainsi qu'à des sociétés nationales publiques et privées, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la concrétisation du programme de la relance économique initié par le président de la République, chef suprême des Forces armées,

ministre de la Défense nationale, Abdelaziz Bouteflika, visant à relancer l'industrie nationale et en concrétisation de l'intérêt particulier accordé par le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire à la promotion des fabrications militaires, la satisfaction des besoins matériels de l'ANP et des autres structures nationales et la contribution active au développement de la production nationale, la société AMS-MB/Société par actions, sise à Rouiba, a procédé, mardi 22 août 2017, à la livraison de

deux cent vingt-sept véhicules de marque Mercedes Benz au profit du ministère de la Défense nationale, représenté par la Direction centrale du matériel ainsi qu'à des sociétés nationales publiques et privées», note la même source.

Avec cette nouvelle livraison, «la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale enregistre de nouveaux exploits permettant de consolider les efforts de développement de la production nationale, à la lumière du grand intérêt

qu'accorde le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, à ce secteur sensible et ce, à travers des orientations pertinentes, notamment en matière de qualification et de formation continue des personnels en vue de se mettre au diapason du développement technologique et du renforcement du potentiel industriel national», ajoute la même source. La Société AMS-MB «a produit, jusqu'à ce jour, 2 750 camions de

LA QUESTION DU JOUR

Provocation

Suite de la page une

Si du moins il n'y a que les seconds pour tenter le diable de cette façon, il a fallu aussi qu'ils s'adjoignent pour la circonstance ce qu'il y a de pire pour leurs voisins du nord. Au jour d'aujourd'hui, quand ce sont les Américains et leurs alliés dans la région qui se livrent à des actes d'intimidation, il ne s'agit pas de provocation, mais de simples entraînements anodins, sans conséquence sur la paix dans le monde, mais quand c'est Pyongyang qui fait de même, il est vrai dans son style propre, c'est un tollé général, des condamnations fusant de partout, de nouvelles sanctions se surajoutant à d'anciennes, des menaces directes de la part des Etats-Unis pour que pareille chose ne se reproduise pas. Pourtant, de même que les Américains et leurs alliés exhibent leurs moyens de mort pour ne pas avoir à s'en servir, ainsi font les Coréens avec leurs tirs balistiques et autres essais nucléaires, pour ne pas avoir à les utiliser pour de vrai contre leurs ennemis. Si la Corée du Nord avait fait comme on lui demandait, si elle s'était laissé désarmer, il lui serait probablement arrivé ce qui est arrivé à la Libye de Kadhafi, qui avait bien voulu se délester de ses armes de dissuasion, croyant par là rompre son isolement. Les Occidentaux ont sauté sur la première occasion qui se présentait pour la jeter à bas, une bonne fois pour toutes. Aujourd'hui même, les Américains sont en train de voir s'il y a moyen de détruire, ou sinon, de rendre inopérantes les installations nucléaires coréennes, sans que Pyongyang puisse répliquer si peu que ce soit. Ils se doutent bien en effet que jamais Pyongyang n'acceptera de se laisser déposséder de ses armes de dissuasion. Et pour cause, elles seules le protègent contre l'invasion, et la mise à mort certaine.

M. H.

différentes charges et 80 bus. Elle est également sur le point de mettre en place, avec le partenaire technologique Daimler, une plateforme moderne qui répond aux normes de qualité, et ce, dans le but de produire annuellement 15 000 camions et 1 500 bus de transport urbain et interurbain», ajoute le communiqué du MDN.

Walid B.

Réunion du bureau politique de TAJ

Ghoul pour un «rapprochement politique entre partis»

■ Amar Ghoul, président de Tajamou Amal al-Jazair (TAJ), a appelé, avant-hier à Alger, au rapprochement politique entre les partis pour relever les défis politiques, économiques et sociaux par la voie du dialogue et de la concertation.

Par Nabil A.

«Le consensus politique entre partis est difficile mais le rapprochement demeure possible», a estimé M. Ghoul à l'ouverture de la réunion du bureau politique de TAJ, appelant les partis au rapprochement

En solidarité avec leurs confrères du quotidien
La Tribune
Les journalistes ont tenu un sit-in devant la Maison de la presse

DES JOURNALISTES de différents journaux nationaux ont organisé, hier, devant la Maison de la presse à Alger, un sit-in de solidarité avec leurs confrères et les travailleurs du quotidien *La Tribune* qui a cessé de paraître depuis le 10 août. Les journalistes et les travailleurs de la Maison de la presse ont exprimé leur solidarité avec leurs confrères de *La Tribune* dans leur épreuve, insistant sur la nécessaire réputation du journal afin de «préserver les emplois de ses travailleurs». Les associés Ameyar dans la SARL Omnium Maghreb Presse, editrice du journal, ont introduit une intervention volontaire auprès du juge des référés pour s'opposer à la liquidation de l'entreprise, avait déclaré la veuve de Kheireddine Ameyar, lors d'une conférence de presse animée récemment au siège du Syndicat national des journalistes (SNJ). Elle avait alors dénoncé «la facilité» avec laquelle avait été décidée la fermeture du journal et la mise au chômage de son personnel. «On ne demande jamais la dissolution d'une entreprise devant un juge des référés et les associés minoritaires n'ont pas le droit de liquider l'entreprise en l'absence d'une décision de justice», avait soutenu M^{me} Ameyar. De son côté, le SNJ a affirmé qu'il «engagera une action en référé, à travers son avocat, pour défendre les droits sociaux des salariés». *La Tribune* a cessé de paraître suite à la décision de deux actionnaires, Djamel Djerad et Cherif Tifaoui, d'introduire en référé une demande auprès de la justice pour la cessation des activités de la SARL. M. Tifaoui avait estimé qu'il était «impossible pour le journal de continuer à paraître au vu de la situation financière de la Sarl déficitaire depuis 2002».

Karima B.

politique par la voie du dialogue et de la concertation.

Le président de TAJ a également appelé le gouvernement à consacrer le «temps qu'il faut» aux dossiers de développement lors de la prochaine tripartite, afin d'adopter une feuille de route participative qui permette de parvenir à un consensus national loin des divergences politiques pour faire face à la crise économique à travers la mise en place d'une économie hors hydrocarbures par l'appui à d'importants secteurs économiques tels que l'agriculture, l'industrie, les services et les énergies renouvelables. Après avoir appelé les institutions et les partenaires du gouvernement à «consentir davantage d'efforts» pour assurer la réussite de la prochaine rentrée sociale, M. Ghoul a affirmé que le message du président de la République à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid «contient des orientations pertinentes et une vision éclairée pour faire face aux défis qu'il importe à tous les Algériens de relever». Evoquant les prochaines élections locales, M. Ghoul a indiqué que sa formation politique «participera au niveau de 1 541 Assemblées populaires communales (APC) et 48 Assemblées populaires de



PHD. R.

wilaya (APW)», relevant que son parti «dévoilera prochainement les grandes lignes de son programme électoral. Il a appelé les Algériens, les instances, les partis, et les acteurs de la société civile à la nécessité de préserver l'acquis de la sécurité et de la

stabilité, qui figure parmi «les plus importants acquis», saluant, dans ce contexte, les efforts déployés par l'Armée nationale populaire (ANP) et les autres corps de sécurité en vue de garantir sécurité et stabilité. Après avoir affirmé que l'ap-

proche algérienne de règlement des crises internationales et régionales «est pertinente, objective et tient compte des intérêts de toutes les parties», M. Ghoul a plaidé pour le dialogue comme voie idoine de règlement des crises.

N. A.

En visite de travail à Médéa

Zaalane pour la livraison graduelle des sections d'autoroute de la RN 1

Abdelghani Zaalane, ministre des Travaux publics et des Transports, a souligné, hier à Médéa, la nécessité de procéder graduellement à la livraison des sections du projet de dédoublement de la Route nationale N 1, la Chiffa-Berrouaghia, afin de diminuer la pression sur les usagers de cet axe routier stratégique qui relie le nord du pays aux régions du Sud.

A ce titre, le ministre a sommé les entreprises engagées sur ce projet de libérer les sections

d'autoroute situées sur le tracé Médéa-Berrouaghia déjà terminées ou en voie de finition, et de permettre ainsi leur mise en exploitation. Il a fixé comme date butoir fin décembre prochain pour la livraison des sections d'autoroute qui sont achevées ou sur le point de l'être.

S'agissant du tronçon Sidi El-Madani (Blida) - Médéa, d'un linéaire de 18 km, qui constitue la partie jugée la plus complexe du projet eu égard au relief et à la consistance des ouvrages d'art

prévus, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de redoubler d'efforts afin que ce dernier puisse être opérationnel à la fin du 1^{er} trimestre 2018, selon les prévisions annoncées sur place par les responsables de l'Agence nationale des autoroutes (Ana).

Le ministre, qui avait entamé son périple dans la wilaya de Médéa par la visite du chantier de creusement des tunnels d'El-Hamdana, suivie de la visite du périphérique nord de la ville de Médéa et le pont de Benchicao,

a annoncé l'envoi, lundi prochain, d'une commission technique pour procéder à une évaluation détaillée de l'ensemble de ce projet. Composée de cadres du ministère et de représentants d'organismes publics et d'entreprises de travaux publics, cette commission devra faire, selon le ministre, un inventaire de ce qui a été réalisé et relever tous les obstacles ou contraintes susceptibles d'influer sur le bon déroulement des travaux.

Madjda D.

Anniversaire de l'incendie d'Al-Aqsa/Palestine

Commémoration à Alger pour dénoncer les violations israéliennes

L'incendie de la mosquée d'Al-Aqsa constitue un tournant majeur dans la cause palestinienne, a affirmé lundi l'ambassadeur de la Palestine à Alger, Louay Aissa, qui a souligné que la commémoration du 48^e anniversaire de l'incendie de la mosquée d'Al-Aqsa visait à «mettre à nu et dénoncer les violations israéliennes à l'encontre du peuple palestinien des années durant».

«Ce douloureux anniversaire marque clairement la vision sioniste vis-à-vis de la cause palestinienne, notamment Al Qods et la mosquée d'Al-Aqsa», a déclaré l'ambassadeur palestinien dans

une allocution au Palais de la culture Moudi-Zakaria, à l'occasion de la célébration du 48^e anniversaire de l'incendie de la mosquée d'Al-Aqsa par un extrémiste sioniste de nationalité australienne. «L'incendie de la mosquée d'Al-Aqsa constitue un tournant majeur dans la cause palestinienne», a indiqué l'ambassadeur dans le même contexte, ajoutant que la célébration de cet anniversaire visait à «dénoncer les violations israéliennes à l'encontre du peuple palestinien et ses lieux saints des années durant», soulignant la nécessité d'«agir ensemble pour arrêter les violations israéliennes et déjouer

les plans sionistes visant à judaïser Al-Qods et la mosquée d'Al-Aqsa». M. Louay Aissa a salué le rôle de l'Algérie visant à mettre en avant la lutte du peuple palestinien. «Nous, en Algérie, avons un grand soutien à la cause palestinienne afin que nous puissions résister et apporter des changements», a-t-il affirmé, ajoutant qu'il «ne peut y avoir un Etat palestinien sans Al-Qods et la mosquée d'Al-Aqsa».

A cette occasion, un documentaire retraçant les événements et les violations israéliennes qu'a connus la mosquée d'Al-Aqsa a été projeté, outre la présentation d'une pièce théâtra-

le au profit des enfants palestiniens accueillis par l'Algérie dans un camp de vacances. En 1969, un certain Denis Michael, extrémiste juif de nationalité australienne, avait mis le feu à la mosquée d'Al-Aqsa où de grandes pertes matérielles ont été enregistrées.

Cet incident a provoqué une large indignation internationale pour laquelle le Conseil de sécurité onusien a promulgué la résolution 271 qui condamne Israël et lui demande d'annuler toutes les mesures susceptibles de provoquer des changements au statut d'Al-Qods.

Maïssa B.

Le marché attentif avant les réserves américaines

Les prix du pétrole remontent

■ Les prix du pétrole remontaient légèrement hier en cours d'échanges européens, dans un marché hésitant avant les données hebdomadaires sur les réserves américaines.

Par Salem K.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 51,98 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 32 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de septembre, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 17 cents à 47,54 dollars. Après avoir fortement monté vendredi, puis corrigé brutalement lundi, les prix s'inscrivaient en légère hausse, trahissant l'indécision du marché. La réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires, dont des délégués se retrouvent tous les mois pour jauger des développements de l'accord de baisse de la produc-

tion, n'a pas fourni de nouveaux indices aux investisseurs sur l'état du marché. «L'Opep n'a pas donné d'indications sur ses plans pour le futur de ses baisses de production. Le ministre du Koweït du pétrole a affirmé que la décision de prolonger ou non l'accord serait prise lors de la réunion officielle de novembre», a noté Ipek Ozkardeskaya, analyste chez London Capital Group. «Les marchés vont désormais attendre les données sur les réserves américaines, dont l'American Petroleum Institute (API) fournira un premier aperçu après la clôture européenne», a ajouté Henry Croft, analyste chez Accendo Markets. Pour la semaine achevée le 18 août, les réserves de brut pourraient avoir reculé de 3,5 millions de barils, celles d'essence d'un million de barils et les réserves de produits distillés pourraient rester stables, selon la médiane d'un consensus d'analystes compilé par l'agence Bloomberg.

Le Brent grimpe à 51,82 dollars en Asie

Les cours du pétrole rebondissaient hier en Asie, les investisseurs profitant du net recul des cours lundi pour opérer des achats à bon compte. Hier matin, le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en octobre, gagnait aussi 16 cents, à 51,82 dollars. Le baril de light sweet crude (WTI), référence



PVD, R.

américaine du brut, pour livraison en septembre, prenait 16 cents à 47,53 dollars dans les échanges électroniques en Asie. D'après les analystes, les investisseurs profitaient de la forte baisse des cours lundi pour faire des emplettes. Ils choisissaient d'être rassurés par des signes témoignant d'un certain resserrement de l'offre, comme la baisse

des stocks de brut américains ces dernières semaines. Ce recul est considéré comme un signe de reprise de la demande chez le plus gros consommateur de pétrole mondial. Les marchés vont aussi regarder comme chaque semaine les estimations de la fédération privée American Petroleum Institute sur l'état des stocks hebdomadaires de brut

américain, qui devaient être publiés hier. Lundi à la clôture, sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le Brent a terminé à 51,66 dollars, en baisse de 1,06 dollar. Le WTI a cédé 1,14 dollar pour s'établir à 47,37 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

S. T./APS

Changes

L'euro recule légèrement face au dollar

L'euro régressait un peu face au dollar hier, plombé par un indicateur allemand décevant, dans un marché restant prudent à deux jours du début du symposium des banquiers centraux à Jackson Hole. Ce matin, l'euro s'établissait à 1,1767 dollar, contre 1,1815 dollar lundi soir et 1,1762 dollar vendredi soir. La devise européenne repartait en petite baisse face à la devise japonaise, à 128,54 yens pour un euro contre 128,75 yens la veille au soir. Le dollar gagnait un peu de terrain face à la monnaie japonaise, à 109,24 yens pour un dollar contre 108,97 yens lundi soir. Le marché reste en attente de l'issue du symposium de politique monétaire de Jackson Hole (Wyoming, centre

ouest des Etats-Unis) qui se tiendra vendredi. A l'occasion de cette conférence de trois jours, qui réunit chaque année des représentants des grandes banques centrales mondiales, la présidente de la Réserve fédérale américaine (Fed) Janet Yellen et le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi prononceront des allocutions. Les cambistes décortiqueront les propos de M. Draghi en quête d'indices sur les perspectives monétaires de la zone euro et surtout sur le calendrier d'un éventuel début de diminution du programme de rachats d'actifs de la BCE. Toutefois, les observateurs ne s'attendent dans l'ensemble pas à ce que M. Draghi dévoile en détails à Jackson

Hole les projets de l'institution, contrairement à ce qu'il avait fait il y a cinq ans en y annonçant le lancement du programme. En attendant, l'euro souffrait un peu de l'annonce d'un nouvel affaiblissement, et plus marqué qu'attendu, du moral des investisseurs en Allemagne en août, selon le baromètre réalisé par l'institut ZEW publié hier. De son côté, le dollar restait tout de même sous pression cette semaine, du fait du contexte politique tumultueux auquel s'ajoute un tableau économique qui reste en demi-teinte, alors que les investisseurs continuent à douter de la capacité de la Fed à relever comme attendu ses taux directeurs une troisième fois cette année. Ce matin, la livre britan-

nique se stabilisait face à la monnaie unique, à 91,62 pence pour un euro, après avoir atteint à l'ouverture 91,73 pence, un nouveau plus bas depuis le 7 octobre 2016, date à laquelle elle était tombée à son niveau le plus faible en plus de sept ans et demi. La livre sterling baissait face au dollar, à 1,2845 dollar pour une livre. La monnaie suisse se stabilisait face à l'euro, à 1,1362 franc pour un euro, et baissait face au dollar, à 0,9655 franc pour un dollar. La devise chinoise s'appréciait un peu face au billet vert, à 6,6620 yuans pour un dollar contre 6,6660 yuans lundi après-midi. L'once d'or valait 1 286,03 dollars, contre 1 292,90 dollars lundi soir.

Salem K./Agences

Après une baisse de plusieurs semaines Les cours du blé se stabilisent

LES PRIX du blé se stabilisaient hier à la mi-journée, ayant connu plusieurs semaines de baisse continue. Sur Euronext, la tonne de blé reprenait à la mi-journée un euro sur l'échéance rapprochée de septembre à 153,25 euros, et 75 centimes d'euro sur l'échéance de décembre à 160,75 euros, dans un volume d'échanges faible, de quelque 6 200 lots. Tiré par une dynamique baissière depuis de longues semaines, causée notamment par la récolte russe attendue comme très abondante, le blé atteint avec ce niveau de 160 euros un «seuil psychologique», selon les analystes. Ces prix attractifs attirent de nouveau les acheteurs sur le marché, alors que les doutes sur la récolte allemande apportent également un peu de soutien. La tonne de maïs, également engagée dans cette dynamique de baisse des cours, trouvait également un peu de soutien, hier sur le marché à terme, regagnant 75 centimes d'euro sur novembre à 160,25 euros, et 50 centimes sur janvier à 162,75 euros, dans un volume de transactions conséquent, supérieur à 660 lots.

R. E.

FMI-FMA

Conférence régionale sur la croissance et l'emploi en janvier 2018

Le Fonds monétaire international (FMI), Fonds monétaire arabe (FMA), le Fonds arabe pour le développement économique et social (Fades) organiseront conjointement une conférence «de haut niveau» les 29 et 30 janvier 2018 au Maroc sur la promotion de la croissance, de l'emploi et de l'inclusion dans le monde arabe. Cette conférence, a indiqué le FMI dans son site web, rassemblera des hauts respon-

sables, des dirigeants d'entreprise et des représentants du monde universitaire, des jeunes, des médias et des représentants de la société civile du monde arabe et d'autres régions. Ils procéderont à un échange d'expériences, d'enseignements et d'idées sur les moyens qui permettront de créer des millions d'emplois grâce à la mise en valeur de nouveaux foyers et secteurs de croissance. S'appuyant sur la conférence

d'Amman de 2014 «Construire l'avenir», qui avait souligné la nécessité d'une croissance plus partagée et génératrice d'emplois, cette nouvelle rencontre visera à orienter le débat lié à la croissance inclusive dans le monde arabe sur la mise en œuvre. Les réflexions porteront notamment sur les moyens de multiplier les débouchés en faveur des femmes et des jeunes en mettant en valeur l'innovation et l'esprit d'entreprise,

la promotion de la transparence et de la technologie pour exploiter le potentiel de la région et la définition de politiques propices à une croissance plus forte et plus inclusive. La directrice générale du FMI, M^{me} Christine Lagarde, le directeur général du Fades, Abdelatif Y. Al-Hamad, et le directeur général du FMA, Abdulrahman Al Hamidy, figureront parmi les intervenants.

N. T.

Souk Ahras/ Formation professionnelle

Introduction à partir de septembre de neuf nouvelles spécialités

■ Neuf nouvelles spécialités de formation professionnelle, destinées à répondre aux besoins du marché de l'emploi, seront ouvertes dans la wilaya de Souk Ahras au titre de la rentrée du mois de septembre prochain, a-t-on appris auprès de la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).



Par Lydia O.

Le chef de bureau au service des examens, des concours et de l'orientation au sein de cette direction, Salah Eddine Kouachi, a précisé que ces nouvelles

filiales portent sur la maintenance industrielle, la gestion des stocks, le dessin dans les métiers du bâtiment, l'entretien des réseaux d'assainissement et l'élevage des petits animaux. Le secteur de la formation profes-

sionnelle propose également comme nouveautés, la conception des sites Web fixes et dynamiques, la production des plants en pépinière, l'entretien et le nettoyage urbain ainsi que des formations liées au tourisme, a-t-

on encore détaillé, soulignant que ces spécialités s'ajoutent à celles déjà existantes à l'instar de l'aviculture, le jardinage, l'arboriculture et la réparation des équipements agricoles notamment. La même source, rappelant que ces spécialités étaient créées dans le cadre d'une convention signée entre la DFEP et les services agricoles a indiqué que cet accord porte également sur l'organisation des stages de terrain et des visites techniques en faveur des stagiaires dans les fermes pilotes de la wilaya en plus de l'établissement des études et des recherches scientifiques. Le nombre d'offres réservées pour la session du mois de septembre prochain est estimé à 5 415 postes pédagogiques dont 934 postes consacrés à la filière de construction et travaux publics, 535 pour l'agriculture, a-t-il noté.

La rentrée de février dernier dans le secteur de la formation professionnelle a été marquée par la réception d'un institut national spécialisé dans la commune de Sedrata, d'une capacité de 300 places, doté d'un internat de 120 lits, a-t-il signalé, faisant savoir

que des travaux sont en cours pour la réalisation de deux instituts nationaux spécialisés au chef-lieu de wilaya et dans la commune de M'daourouch. Le premier institut est spécialisé dans la formation en hôtellerie et tourisme alors que le second est réservé pour l'agriculture et les métiers de l'environnement, a-t-on détaillé. La wilaya de Souk Ahras dispose actuellement de 16 centres de formation professionnelle, 2 instituts spécialisés, 3 centres de formation privés agréés et 5 annexes, a-t-on souligné de même source.

L. O./APS

Investissement à El Tarf 70% des projets validés entreront en production avant fin 2017

PAS MOINS de 70% des projets d'investissement validés et en cours de concrétisation au niveau des zones d'activités commerciales (ZAC) de Matroha et Zerzer dans la wilaya d'El Tarf entreront en production «avant la fin de l'année en cours», a-t-on

appris auprès du directeur local de l'industrie et des mines. Ces projets concernent divers secteurs d'activité dont principalement les travaux publics, l'agroalimentaire et les services, a précisé

Mohamed-Adnane Zahliit. Il a, à ce propos, ajouté que les projets localisés au niveau de la zone industrielle de Matroha ainsi que ceux relevant du secteur touristique à El Battah et El Chatt, entameront la phase de l'exploitation «durant l'exercice 2018-2019», détaillant que sur un total de

728 dossiers étudiés durant les cinq dernières années, 266 ont été validés. Faute de lancement de leurs projets, il a

été procédé au retrait de 64 projets d'investissement, a-t-on encore noté, signalant que parmi les 202 dossiers à lancer 107 disposent de permis de construire. Appelés à créer quelque 14 800 emplois, ces projets d'investissement sont en cours de concrétisation sur une superficie globale de l'ordre de 212 hectares, a signalé la même source, mettant l'accent sur l'importance de ces projets destinés à booster le développement au niveau de la région à vocation touristique et agricole, tout en assurant une plus-value et des emplois destinés à la résorption du chômage dans cette wilaya aux potentialités avérées.

R. R.

Chlef

Réouverture de la piscine de proximité de Boukadir

La piscine de proximité de Boukadir (w. de Chlef) a été réouverte dimanche suite à une action de réhabilitation dont elle a fait l'objet, a-t-on appris auprès de la Direction de la jeunesse et de sports (DJS) de la wilaya. Selon le chargé du service des investissements et équipements auprès de la DJS, Larbi Safsafa, la piscine de Boukadir (61 000 habitants) a bénéficié d'une action de réhabilitation ayant notamment

consisté en sa dotation d'un système de renouvellement de l'eau et du chauffage central. Inscrite au titre du Programme complémentaire pour la croissance économique (2010), cette opération a été dotée d'une enveloppe de plus de 100 millions de DA (dont la moitié destinée à la piscine d'Oued Fodda). De nombreux habitants de la localité ont exprimé leur satisfaction quant à la réouverture de cette struc-

ture, considérée comme l'unique loisir pour les jeunes notamment, en cette période de grandes chaleurs, ont-ils estimé. Pour Abdelmalek, un athlète de la région, la réhabilitation de cette piscine va contribuer à l'émergence de clubs de natation locaux, de même que la préparation des athlètes de la région. En juin dernier, le secteur de la jeunesse et des sports de Chlef avait bénéficié de la réception d'une

piscine olympique au chef-lieu de wilaya, parallèlement à une piscine semi-olympique à Chetia, suivie de l'ouverture, en juillet, d'une piscine de proximité à Oued Fodda. M. Safsafa a en outre signalé la réception attendue, en 2018, de quatre autres piscines de proximité dans les communes d'Ouled Fares, El Karimia, Zeboudja, et de

Chlef.

Hatem D./Agences

Khenchela

Distribution de plus de 420 logements à travers plusieurs communes

La production céréalière enregistrée dans la wilaya de Mascara a connu, durant la saison agricole en cours, une augmentation de 26% par rapport à l'année 2016, passant ainsi à 1 136 000 quintaux, a-t-on appris du directeur des services agricoles par intérim, Ghali Boulououar. La wilaya a enregistré une augmentation de la pro-

duction céréalière au titre de la campagne moisson-battage, qui a pris fin il y a quelques jours, en dépit de la sécheresse qui a impacté sur le rendement de 36 000 hectares de terres agricoles, passant ainsi de la moitié d'un quintal à l'hectare à un quintal à l'hectare. Le même responsable a déclaré à l'APS que la production moyenne à l'hectare atteint

11 quintaux, un rendement jugé «acceptable», sachant que la production de certains agriculteurs ayant respecté l'itinéraire technique, le suivi phytosanitaire et utilisé l'irrigation d'appoint, a atteint 52 quintaux à l'hectare. Selon la même source, il a été livré jusqu'au mois d'août en cours 887 000 quintaux de récoltes céréalières aux coopé-

ratives céréalières et des légumes secs (CCLS) qui ont mobilisé d'importants moyens pour faciliter la réception de la production agricole et recevoir leur dû. Cette opération financière s'opère au niveau de sept agences bancaires ouvertes provisoirement au niveau des centres de réception des produits, a-t-on relevé de même

Khenchela/El Mahmal

Distribution de plus de 570 logements publics locatifs avant la fin de l'année

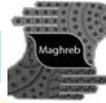
Un total de 574 logements publics locatifs (LPL) sera distribué dans la commune d'El Mahmal, wilaya de Khenchela, «avant la fin de l'année en cours», a indiqué le chef de l'exécutif local, Kamel Nouicer. Au cours d'une inspection d'un des chantiers de réalisation de ces habita-

tions, dans le cadre de sa visite de travail effectuée dans les communes d'El Mahmal et Ouled Rechache, le même responsable a insisté sur l'accélération de la cadence des travaux de ces chantiers d'habitat et sur le respect des délais impartis. Le chef de l'exécutif local a égale-

ment appelé à la nécessité de parachever les travaux liés à l'aménagement extérieur du quota à livrer, inscrit au titre du précédent programme quinquennal et a instruit à l'effet d'œuvrer à éliminer les déchets des chantiers. M. Nouicer a, par ailleurs, souligné qu'un autre

quota constitué de 1 000 unités LPL, actuellement en cours de réalisation dans la localité d'El Mahmal, affiche un taux d'avancement de l'ordre de 55% et sera réceptionné au cours du premier semestre de l'année 2018.

APS



Maroc

Une agression sexuelle dans un bus contre une jeune femme suscite l'émoi

■ Au Maroc, des images montrant une jeune fille attaquée dans un bus par un groupe de jeunes font le tour des réseaux sociaux. Les agresseurs ont été arrêtés, selon les services de police.

Par Amel D.

Le Maroc est en émoi depuis la diffusion, dimanche 20 août, d'une vidéo montrant une jeune fille se faire agresser sexuellement à l'arrière d'un bus. On y voit une jeune fille, à moitié dénudée, se débattre pour échapper à une horde de jeunes qui tentaient de la violer. Dans cette scène insoutenable, filmée par un de ces agresseurs en plein jour, la jeune fille crie et supplie ces derniers de la laisser partir. Elle arrive à leur échapper et à se réfugier au devant du bus. La société de transport, M'dina Bus, propriétaire du véhicule, a aussitôt réagi. Lundi 21 août, elle a fait savoir que les premiers éléments de l'enquête qu'elle a réalisée en collaboration avec les services de police montrent que les faits sont réels et que la police a pu remonter jusqu'aux agresseurs et les appréhender ce matin. Dans la même journée, la préfecture de police de Casablanca a annoncé avoir arrêté six mineurs âgés entre 15 et 17 ans pour leur implication présumée dans cette agression dont l'enregistrement remonte à trois mois. Ils habitent au quartier Lamaâguiz, à Sidi Bernoussi, un quartier périphérique de



Casablanca. La fille qu'ils ont agressée a 24 ans. Elle habite le même quartier qu'eux et souffre d'une déficience mentale. Sous

le choc, les Marocains se sont déchaînés sur la toile, fustigeant la propagation de la violence juvénile et la crise des valeurs.

Dans un communiqué, l'association de protection de l'enfance « Touche pas à mes enfants » a dénoncé « une scène ignoble » perpétrée sous les yeux des passagers et du chauffeur de bus. « Personne ne s'est porté au secours de cette pauvre fille. C'est la loi de la jungle ! », s'indigne Najia Adib, secrétaire générale de l'association jointe par Jeune Afrique. Sur sa page Facebook, une autre organisation de protection de l'enfance « Touche pas à mon enfant » (dont le nom est similaire à la première, ndlr), a publié des captures d'écran de quelques agresseurs et lancé un appel à témoin afin de « traduire en justice cette horde barbare qui s'est attaquée lâchement à une jeune fille ». « Comment se fait-il qu'on est ce genre de scènes dans un pays réputé pour sa stabilité et sa performance sécuritaire ? », s'interroge la secrétaire générale de l'organisation, Najat Anwar. Pour elle, ce viol, collectif de surcroît, montre que « la société a besoin d'un vrai modèle d'éducation ».

sages de condamnation et de compassion. Certains internautes marocains ont fustigé « la tenue provocante » de la victime, estimant qu'« elle ne doit s'en prendre qu'à elle-même puisqu'elle a choisi d'accompagner ces garçons ». Des réactions d'un autre âge qui soulignent encore une fois les profonds clivages qui traversent la société marocaine.

A. D./Agences

Gouvernement sahraoui Les prétendus engagements du Maroc contraires à ses pratiques d'occupation

LE GOUVERNEMENT de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) a affirmé que les prétendus engagements du Maroc en faveur des intérêts et des peuples africains étaient contraires à ses pratiques d'occupation illégale des territoires d'un Etat africain, appelant l'Union africaine (UA) à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux tentatives marocaines de contourner les statuts de l'UA. « Il y a une contradiction flagrante entre les prétendus engagements du Maroc en faveur des intérêts et des peuples africains, et son occupation militaire illégale des territoires d'un Etat africain », a indiqué lundi un communiqué du ministère sahraoui de l'Information cité par l'Agence de presse sahraouie (SPS), soulignant que ces violations constituaient « une violation flagrante » des statuts de l'UA. Dans son discours prononcé dimanche, le roi Mohammed VI « n'a pas su cacher ses intentions réelles qui consistent à imposer sa politique coloniale expansionniste en violation des décisions de la légalité internationale et des objectifs de l'UA », ajoute le communiqué. Le gouvernement sahraoui a appelé l'UA à « prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux tentatives marocaines de contourner les statuts de l'UA, et à faire pression sur le Maroc pour l'amener au respect des principes et dispositions de l'organisation, à travers le retrait immédiat des territoires sahraouis occupés ». Il a également appelé l'ONU à agir pour faire cesser les flagrantes violations marocaines des droits de l'homme et la spoliation des ressources naturelles sahraouies ainsi que la levée du blocus imposé aux territoires occupés et la libération de l'ensemble des détenus politiques de Gdeim Izik. R. M.

Réactions controversées

Mais sur les réseaux sociaux, il n'y avait pas que des mes-

Libye

Le mystère persiste autour de l'enlèvement d'un ancien Premier ministre

L'ancien Premier ministre libyen, Ali Zeidan, a été kidnappé il y a huit jours, et c'est lundi que l'information a été rendue publique. En effet, son kidnapping remonte au 13 août à Tripoli, soit 24 heures après son retour au pays. Il n'a été revendiqué par aucun groupe et est passé sous silence par les autorités. Ali Zeidan, 67 ans, était Premier ministre entre 2012 et 2014 en Libye. Son enlèvement en dit long sur l'état sécuritaire de la capitale libyenne où chaque groupe politique possède de sa propre milice. La famille de l'ancien Premier ministre accuse Fayed al-Sarraj, chef du Conseil présidentiel, d'avoir organisé cet enlèvement. « Mon père était en

contact avec Fayed al-Sarraj. Il l'a informé de sa venue à Tripoli. Il avait une réservation d'hôtel mais le président du Conseil présidentiel l'a convaincu d'aller dans un autre hôtel. Le Conseil présidentiel s'est chargé de son transport à l'hôtel Victoria », raconte Zeidan Ali Zeidan, fils de l'ancien Premier ministre. Cet hôtel, situé dans un quartier sous contrôle de milices, n'était pas du tout sécurisé. « Tous les indices nous montrent que c'est une opération montée », affirme le fils d'Ali Zeidan qui tient le gouvernement comme responsable de la sécurité et de la santé de son père. Interrogé, le procureur général de Tripoli assure que l'ancien Premier ministre n'a aucun pro-

blème avec la Justice et qu'aucun mandat d'arrêt n'a été délivré contre lui. Son avocat, Moussa Al Dakali Al Zintani, est du même avis. « Zeidan n'a aucun problème avec la Justice, sauf si on essaye de lui en fabriquer », affirme-t-il, avant de préciser à RFI : « Ce qui est source d'inquiétude pour nous, c'est qu'aucun parti n'ait annoncé sa responsabilité dans cet enlèvement ». Un membre de la famille, présent lors de l'enlèvement d'Ali Zeidan, accuse les hommes de Haitham Tajouri, chef d'une milice à la solde du gouvernement, d'être les auteurs de ce rapt. Selon lui, Ali Zeidan serait retenu, interrogé dans le quartier général de cette milice, à Tripoli. Pour le moment,

le Conseil présidentiel garde toujours le silence sur cette affaire. Un silence « douteux de la part du gouvernement Fayed al-Sarraj », mentionne un communiqué de la Commission nationale des droits de l'homme en Libye. La Commission demande à mettre fin rapidement à ce qui constitue une « atteinte aux droits de l'homme ». Elle précise qu'aucun ordre de Justice ou mandat d'arrêt n'ont été émis contre Zeidan. Ce n'est pas la première fois qu'Ali Zeidan est enlevé. En 2013, il a été enlevé à l'hôtel Korinthia, à Tripoli, alors qu'il était Premier ministre, mais l'opération n'a alors duré que quelques heures.

O. T./Agences

Tunisie

Mohsen Marzouk plaide en faveur d'un gouvernement de compétences

Le secrétaire général du parti Mashrou Tounes, Mohsen Marzouk, a plaidé en faveur d'un gouvernement de compétences afin de surmonter les difficultés rencontrées par le gouvernement actuel fondé sur les quotas partisans. Dans une déclaration à la TAP en marge d'une réunion de son parti organisée à Monastir, Marzouk a ajouté que le Chef du gouvernement doit lutter contre toutes les tentatives visant à renforcer la politique de quotas qui entrave, selon lui, le travail du gouvernement et met en cause sa légitimité en allusion au nombre élevé de démissions enre-

gistrées. Il a appelé à tirer les enseignements de l'expérience des quotas afin que le prochain gouvernement soit capable, du moins à cette étape, de continuer de lutter contre la corruption et de veiller au respect des équilibres financiers. Il a, en outre, réaffirmé le soutien de son parti au Chef du gouvernement dans sa guerre contre la corruption. Par ailleurs, Mohsen Marzouk a estimé qu'il n'est pas judicieux d'organiser les élections municipales avant l'adoption du code des collectivités locales qui doit, selon lui, bénéficier de la priorité absolue. Il a fait savoir que son parti

participera aux prochaines élections municipales à travers des listes de coalition avec tous les partis à l'exception des partis Ennahdha et Nidaa Tounes et tous les partis issus du parti du congrès. La réunion du parti Mashrou Tounes à Monastir s'inscrit dans le cadre des préparatifs en prévision des élections municipales et du parachèvement de l'installation des structures locales et régionales du parti. Marzouk a fait savoir que plus de 250 bureaux locaux du parti ont été installés à travers les différentes régions du pays. Direct info



Maintien des troupes américaines en Afghanistan

Kaboul salue la décision de Trump

■ La présidence afghane a salué hier la décision du président américain Donald Trump de renoncer à tout retrait des États-Unis d'Afghanistan, ouvrant la porte à l'envoi de soldats supplémentaires, annonce qui a déclenché des menaces des talibans.

Par Rosa F.

Dans un discours solennel très attendu, M. Trump a présenté lundi soir sa stratégie dans le plus long conflit de l'histoire des États-Unis, accentuant également la pression sur le Pakistan accusé d'être un repaire pour «des agents du chaos». «C'est un jour historique pour nous. Aujourd'hui, l'Amérique a montré qu'elle était avec nous, sans limite dans le temps», a réagi le président afghan Ashraf Ghani lors d'une visite aux troupes à Kandahar, berceau des talibans afghans. Aux talibans, M. Ghani a lancé: «vous ne pouvez gagner cette guerre. Les portes de la paix et de la négociation vous sont ouvertes». Les insurgés islamistes ont néanmoins immédiatement promis un «nouveau cimetière» aux Américains s'ils s'obstinent à rester dans le pays. «Tant qu'il y aura un seul soldat américain sur notre sol, et qu'ils continuent à nous imposer la guerre, nous continuerons notre jihad», ont-ils menacé. Comme pour joindre l'acte à la parole, les talibans ont revendiqué un tir de roquette ayant visé l'ambassade américaine à Kaboul tard

lundi. M. Trump, reconnaissant ouvertement avoir fait volte-face sur ce dossier épineux, a martelé sa conviction qu'un retrait précipité d'Afghanistan créerait inévitablement un vide qui profiterait aux «terroristes», d'Al-Qaïda comme du groupe État islamique. «Mon instinct initial était de se retirer (...) mais les décisions sont très différentes lorsque vous êtes dans le Bureau ovale», a-t-il déclaré, après des mois de délibérations. Un haut responsable américain a souligné que M. Trump avait donné son feu vert au Pentagone pour le déploiement d'un maximum de 3 900 soldats américains en plus des 8 400 actuellement présents en Afghanistan au sein d'une force internationale comptant au total 13 500 hommes. Si la hausse n'est pas spectaculaire (les États-Unis comptent 100 000 soldats sur place il y a sept ans), elle marque cependant une inversion de tendance par rapport aux dernières années. Le secrétaire américain de la Défense Jim Mattis a souligné que plusieurs alliés s'étaient également engagés à augmenter leur contingent en Afghanistan. Le secrétaire général



R.F. > D.R.

de l'Otan, Jens Stoltenberg, a salué hier la «nouvelle approche» des États-Unis et assuré que l'alliance, intervenue en Afghanistan au lendemain du 11 septembre 2001 à la demande de Washington, ne laisserait jamais le pays «redevenir un sanctuaire pour terroristes». Pour nombre d'experts, il ne s'agit pas d'une nouvelle approche, mais de «mesures déjà tentées dans le passé» selon James Der Derian de l'Université de Sydney, et d'un «plan provisoire pour contenir la guerre et les progrès des talibans» selon l'analyste afghan Feda Mohammad. Seize ans après les attentats du 11-septembre qui avaient poussé les États-Unis à lancer une vaste offensive pour déloger le régime taliban au pouvoir à Kaboul, le fragile édifice démocratique afghan est menacé par une insurrection en plein essor et une corruption déstabilisatrice. Annonçant une approche plus pragmatique, M. Trump a souligné «nous ne sommes pas là pour construire une nation mais pour tuer des terroristes». Il a lancé une

vive mise en garde à Islamabad, accusé de servir de base arrière aux talibans. «Le Pakistan a beaucoup à gagner en collaborant à nos efforts en Afghanistan. Il a beaucoup à perdre en continuant à abriter des terroristes», a-t-il asséné. «Cela doit changer et cela va changer immédiatement!» Islamabad n'a pas réagi dans l'immédiat, mais l'armée pakistanaise avait pris les devants lundi, affirmant que le Pakistan n'abritait plus «aucune structure organisée d'aucun groupe terroriste». Le mois dernier, le département américain de la Défense a suspendu 50 millions de dollars d'aide militaire, jugeant qu'Islamabad ne faisait pas assez contre le réseau Haqqani, allié des talibans afghans longtemps considéré comme lié aux services secrets pakistanais. La présidence afghane a salué la volonté de Washington de «voir la sécurité en Afghanistan dans le cadre d'un processus régional». Elle a également assuré que «le gouvernement afghan a mis la priorité sur l'accélération de son rigoureux programme de réformes pour éliminer la cor-

ruption». M. Trump avait averti les dirigeants afghans que «notre engagement n'est pas illimité, notre soutien n'est pas un chèque en blanc», «les Américains veulent de vraies réformes». Donald Trump a par ailleurs laissé la porte ouverte à un dialogue avec certains rebelles: «à un moment donné, après un effort militaire efficace, peut-être qu'il sera possible d'avoir une solution politique incluant une partie des talibans en Afghanistan». «Mais personne ne sait si ou quand cela arrivera», a-t-il ajouté. Son secrétaire d'État Rex Tillerson a précisé que les États-Unis étaient prêts à soutenir des pourparlers de paix entre Kaboul et les talibans «sans condition préalable». Ces derniers n'ont fait aucun commentaire à ce sujet. Il s'agissait de la première annonce présidentielle depuis le départ, vendredi, de Steve Bannon, conseiller stratégique très controversé et opposé à un nouveau déploiement de soldats dans la région. Quelque 2 400 soldats américains sont morts en Afghanistan depuis 2001, et plus de 20 000 y ont été blessés. R.F.



Points chauds

Délits

Par Fouzia Mahmoudi

François Fillon, candidat de la droite à la dernière élection présidentielle en France, a été durant quelques semaines le candidat qui ne pouvait pas perdre. Celui qui, face au bilan catastrophique de François Hollande avait toutes les cartes en main pour mener son parti à la victoire. Mais moins d'un mois après sa victoire à la primaire de la droite et du centre, le candidat se trouvait confronté aux révélations du «Canard Enchaîné» qui accusait son épouse, puis peu après, deux de ses enfants, d'emplois fictifs ayant généré plus d'un million d'euros. Un million d'euros donc détourné des caisses publiques, par celui-là même qui avait bâti toute sa campagne autour du sacrifice économique que devraient faire les Français pour sauver la France de la faillite. Arrivé en troisième position au premier tour, après Emmanuel Macron et Marine Le Pen, l'homme de droite commence à rembourser ses dettes. Les Républicains et Force républicaine, le microparti fondé par François Fillon, ont trouvé un accord pour le remboursement d'une partie des dons collectés pendant la campagne présidentielle. D'après «Le Parisien», l'accord financier, signé fin juillet, prévoit la rétrocession de 900 000 euros, soit la moitié de ce qui reste dans les caisses du microparti. «Sur la base des campagnes précédentes, c'est mon estimation du manque à gagner pour LR s'il n'y avait pas cette concurrence de Force républicaine», a indiqué Daniel Fasquelle, trésorier de LR. Cet accord intervient après plusieurs semaines de bras de fer entre Les Républicains et la direction de Force républicaine assurée par Bruno Retailleau et Bernard Accoyer, qui ont succédé à François Fillon. Au total, le microparti avait amassé 3,3 millions d'euros pour financer la campagne présidentielle du candidat de la droite. Fillon, lui, suit d'un œil extérieur le déroulement de la vie politique de son camp. L'ancien candidat, désormais en retrait, envisagerait de se reconverter dans le secteur privé en septembre. «C'est ce qui manquait dans son cursus. C'est une suite logique pour quelqu'un qui, comme lui, avait placé la société civile au cœur de son projet. Et puis contrairement à beaucoup de politiques, il n'est pas haut fonctionnaire, il a donc une autre façon de voir les choses», explique un proche dans «Le Parisien». L'ex-Premier ministre a «complètement déconnecté» et «ne lit pas les journaux», assure un autre proche. «Il s'est mis en mode silence radio. Il ne parle plus à grand monde», confirme un dirigeant des Républicains. François Fillon envisagerait également de créer une fondation pour venir en aide aux chrétiens d'Orient, persécutés en Irak et en Syrie par les djihadistes. Pourtant, loin de ces considérations, beaucoup de Français voudraient surtout que Fillon rende l'argent qu'il a détourné et qui semble être aujourd'hui passé aux oubliettes, même s'il reste mis en examen. Dans son camp non plus l'on n'entend pas beaucoup de personnes plaider pour que l'ancien candidat fasse face à ses responsabilités et réponde de ses délits devant la justice. F. M.

Inde

Bannissement de la répudiation express chez les musulmans

La Cour suprême indienne a interdit hier le divorce par répudiation express de la femme autorisée dans la communauté musulmane, une décision emblématique qui touche au cœur de la conception de la laïcité du pays. Le «triple talaq» était l'un des sujets de société les plus débattus de ces dernières années en Inde, touchant à des enjeux publics capitaux comme la liberté de culte et les limites de l'immixtion de l'État dans la vie des minorités religieuses. Selon cette pratique jusqu'ici acceptée dans le pays, il suffisait à un musulman de prononcer trois fois de suite le mot «je divorce» («talaq, talaq, talaq») pour répudier sa femme. Une pratique désormais déclarée illégale par la plus haute instance judiciaire de la nation. «Le triple talaq enfreint le Coran et la charia. Il ne fait pas partie des pra-

tiques religieuses et va à l'encontre de la moralité constitutionnelle», a déclaré un panel de cinq juges des principales religions d'Inde - hindouisme, islam, christianisme, sikhisme et zoroastrisme - qui l'a jugé inconstitutionnel par trois voix contre deux. La cour s'est prononcée uniquement sur le divorce instantané par lettre, Skype ou même message Whatsapp ont fait les gros titres ces dernières années en Inde. Plusieurs femmes congédiées de cette manière avaient engagé un recours pour obtenir l'abolition de cette procédure. Shayara Bano, la principale plaignante, avait ainsi reçu sa répudiation par courrier en 2015 et était tom-

bée en dépression. «J'ai connu la douleur quand une famille se fracture. J'espère que personne n'aura à passer par cette épreuve à l'avenir», a-t-elle déclaré à la presse à l'extérieur du tribunal. Représentant 180 millions de personnes, soit 14% de la population, les musulmans sont la première minorité religieuse en Inde, peuplée à 80% d'hindous. «Jusqu'ici, une femme musulmane pouvait être jetée de sa maison de manière totalement arbitraire et sans qu'on lui donne de raisons. À partir d'aujourd'hui, n'importe quel homme musulman voulant divorcer devra respecter les injonctions du Coran», s'est félicité auprès de l'AFP TV Balaji Srinivasan, avocat de Mme Bano. La laïcité à l'indienne, telle que définie dans sa Constitution, place toutes les religions sur un pied d'égalité.



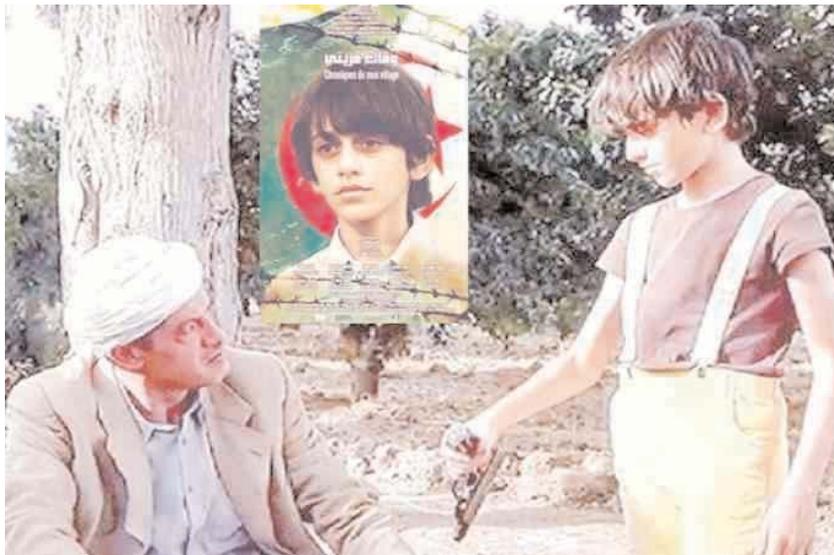
Festival du cinéma de Saïdia

«Contes de mon village» de Karim Traïdia en compétition

■ Le Festival du cinéma de Saïdia «Cinéma sans frontières» (nord-est du Maroc) qui sera ouvert aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 27, verra en compétition le long métrage de fiction «Contes de mon village» de l'Algérien Karim Traïdia. Ce film, sorti en 2015, sera en lice dans la catégorie long métrage de fiction.

Par Abla Selles

L'Algérie sera représentée au Festival du cinéma de Saïdia «Cinéma sans frontières» dans la catégorie long métrage de fiction par le film «Contes de mon village» du réalisateur Karim Traïdia. Initiée par l'Association «Al Amal pour la cohabitation et le développement», cette manifestation artistique vise à promouvoir la culture cinématographique dans l'est du Maroc. En effet, douze films seront en compétition pour s'adjuger l'un des prix de la troisième édition du Festival de cinéma de Saïdia «Cinéma sans frontières» qui aura lieu à la Perle bleue sous le thème «Tous pour la créativité marocaine». Six longs métrages et huit courts métrages seront ainsi en lice pour remporter le grand prix «Perle bleue» où l'une des distinctions du festival, notamment celles de meilleur réalisateur, scénariste et acteur. En ce qui concerne les longs métrages, il s'agit de «Ma famille entre deux terres» de la réalisatrice



Ph. A. S.

ce franco-marocaine Nadia Harek, «Aux pays des merveilles» de Jihan El Bahar (Maroc), «Contes de mon village» de Karim Traïdia (Algérie), «Rêves

d'une oasis» de Aziz Lakhouader (Maroc), «Green Card» de Meryem Crawshop (Hollande-États-Unis) et «Le voyage de Khadija» de Tareq Idrissi

(Hollande-Maroc). Plusieurs courts métrages seront également en compétition lors de cette troisième édition du festival «Cinéma sans frontières» de

Saïdia. Le jury de cette troisième édition, qui porte le nom du critique de cinéma feu Nourredine Kechti, sera présidé par le réalisateur marocain Mohamed Ismail. Les films seront projetés dans des espaces ouverts, alors que plusieurs tables rondes et ateliers seront organisés sur des thèmes en lien avec le cinéma et la littérature, l'image dans le cinéma marocain, le cinéma et les médias et les questions de l'immigration et des MRE dans le cinéma.

Initiée par l'Association marocaine Al Amal pour la cohabitation et le développement, cette manifestation artistique vise à promouvoir la culture cinématographique au Maghreb, en particulier à Saïdia, servir de trait d'union entre les Marocains du pays et d'ailleurs, mettre en relief les questions de l'immigration et des immigrés et promouvoir la culture de tolérance et de cohabitation.

A. S.

Salon international du livre d'Alger

L'Afrique du Sud invité d'honneur

La 22^e édition du Salon international du livre d'Alger (Sila) se tiendra à partir du 26 octobre prochain, avec l'Afrique du Sud comme invité d'honneur.

C'est toujours au Palais des expositions des Pins Maritimes que le salon se déroulera.

L'inauguration officielle se fera le 25 octobre mais le public pourra y avoir accès du 26 octobre au 4 novembre 2017. Rendez-vous annuel incontournable pour les amoureux du livre, cette année sera la 22^e où plusieurs maisons d'édition viendront présenter

leurs publications au public algérien et participeront à des rencontres et conférences sur divers thèmes.

La République d'Afrique du Sud sera l'invité d'honneur de cette édition. Elle remplace l'Égypte, à l'honneur l'an passé.

Des projections, débats et autres animations culturelles autour de ce pays seront sans doute au programme de l'événement.

Il est à noter que le programme du salon n'a pas encore été dévoilé par les organisateurs.

M. K.

Cinéma

Le film «Nwelli» de Amine Kabbes en compétition à Buenos Aires

Le court métrage documentaire «Nwelli» (Je reviendrai), première œuvre du réalisateur Amine Kabbes, a été sélectionné en compétition officielle du 7^e Festival de cinéma «LatinArab» de Buenos Aires, prévu dans la capitale argentine du 4 au 13 septembre prochain, a-t-on appris auprès de l'équipe du

film. Produit en 2016, «Nwelli», raconte en 18 minutes l'histoire d'un jeune rappeur algérois faisant partie d'un groupe célèbre, qui tente de renouer avec la scène après un grave accident dans lequel son ouïe fut sérieusement affectée. Aidé dans son combat par l'Association «SOS Bab El Oued», le jeune rappeur

est suivi par la caméra pendant sa rééducation et dans la préparation artistique de son retour jusqu'au jour où il remonte sur scène. Réalisé dans le cadre d'ateliers de formation animés par l'Institut français d'Alger, ce film avait pris part, en mai dernier, à la compétition du 9^e Festival international du film

documentaire à Agadir (Fidadoc). Ayant pour objectif d'encourager les échanges entre cinéastes sud-américains et arabes et de promouvoir le cinéma du monde arabe auprès du public argentin, le Festival de cinéma «LatinArab» de Buenos Aires n'a pas encore dévoilé sa sélection.

F. H.

Afrique du Sud

Charlize Theron engagée contre le sida dans son pays d'origine

C'est l'autre rêve de Charlize Theron. Loin des caméras, des tapis rouges et des couvertures de magazines, l'actrice d'origine sud-africaine espère débarrasser son pays du fléau du sida et y favoriser la naissance d'une génération épargnée par le virus. Fondatrice du Charlize Theron Africa Outreach Project, l'héroïne de «Atomic Blonde», son dernier film, finance des programmes de soutien aux

communautés frappées par la maladie. «Nous devons réagir et dire : ça suffit, il faut que ça s'arrête», déclare l'ex-mannequin lors d'un entretien accordé cette semaine à l'AFP en marge d'une visite à Johannesburg. «Ce n'est qu'une question de moyens», ajoute-t-elle. L'Afrique du Sud affiche l'un des plus hauts taux de prévalence du sida de toute la planète, avec 7 millions de personnes de 15 à 49 ans contami-

nées, soit plus de 19% de sa population totale, selon les statistiques de l'Onusida. Les jeunes femmes sont particulièrement touchées par la maladie. Selon le gouvernement de Pretoria, 3,4 millions de malades bénéficient aujourd'hui d'un traitement. En soutenant avec d'autres ONG ou fondations des projets comme celui des Choma Dream Cafes, un réseau interactif destiné à l'éducation et la formation des

adolescentes, Charlize Theron pense pouvoir enrayer puis faire reculer l'épidémie. «Ma conviction personnelle, c'est que nous n'arrêterons jamais le VIH simplement en le traitant... ce n'est pas possible», dit-elle. «On ne peut pas attendre que les gens soient infectés par le virus et penser qu'on va ensuite le stopper. Il faut investir dans la jeunesse avant qu'elle ne devienne séropositive».

R. I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée des antiquités et des arts islamiques (Télémy)

Jusqu'au 30 octobre :

Une exposition nommée «D'Icosim à Alger : 22 siècles d'Histoire» invite les Algérois à se familiariser avec des objets archéologiques récemment découverts au niveau de la capitale.

Palais des Rais Bastion23

Jusqu'au 5 octobre :

«Les jardins d'Alger» s'exposeront au niveau de la capitale.

Du 31 août au 9 septembre :

Exposition intitulée «Jardins éternels, jardins fragiles».

Du 14 au 23 septembre :

Exposition «Jardins d'Alger» Par Akacha Talbi, plasticien.

Galerie Sirius (139, Bd Krim Belkacem, Télémy, Alger-Centre)

Jusqu'à fin août :

Exposition de peinture «De toits à moi» de Valentina Ghanem Pavlovskaya, en hommage à l'artiste Valentin Vasilivitch Pavlovsky.

Plages de six wilayas du pays

Jusqu'au 24 août :

L'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel (AARC) revient cette année avec une nouvelle édition de Cinéplages où plus de six films seront projetés aux estivants.



Tournoi de l'UNAF (U-15)
1^{re} journée
**L'Algérie
s'incline face
à la Tunisie 2-0**

LA SÉLECTION algérienne de football des moins de 15 ans (U-15) s'est inclinée face à son homologue tunisienne 2 à 0 (mi-temps : 1-0) dimanche soir à Rabat, en ouverture du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), organisé du 20 au 24 août dans la capitale marocaine. Les buts ont été inscrits par Hamdi Labidi (7^e) et Mohamed Amine Ghabi (51^e). Les Algériens disputeront leur deuxième match mardi face au Maroc, qui s'est incliné de son côté face à la Libye (2-3), avant de conclure face à la Libye jeudi prochain. Initialement, le tournoi devait enregistrer la participation de cinq pays, mais l'absence de l'Égypte l'a limité à seulement quatre nations : Algérie, Libye, Tunisie et Maroc. La compétition se déroule sous forme d'un mini-championnat en trois journées, à l'issue desquelles le premier classé sera déclaré champion. Outre le titre qu'il met en jeu, ce tournoi va aider les sélections nord-africaines des moins de 15 ans à préparer les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations de la catégorie, prévue en 2019.

Football/ Transfert
**Bennacer en route
vers Empoli**

LE MILIEU international algérien d'Arsenal (Premier league anglaise de football), Ismaël Bennacer, va s'engager dans les prochains jours avec Empoli (Serie B italienne de football), a annoncé lundi le média italien Sky Sports. Selon la même source, il s'agit d'un transfert définitif suite à un accord trouvé entre les deux clubs. Bennacer (19 ans) va sans doute avoir plus de temps de jeu dans un club ambitieux qui s'est offert les services du milieu offensif international marocain Omar El-Kaddouri en provenance de Naples. Le joueur algérien, qui a évolué lors des six derniers mois à Tours FC (Ligue 2 française) à titre de prêt, avait disputé 16 matchs pour un but marqué. Avec Arsenal, il a toujours évolué avec les moins de 23 ans (U-23). Il avait eu l'occasion tout de même de faire ses débuts avec l'équipe première dirigée par Arsène Wenger en octobre 2015, à l'occasion d'un match de Coupe de la Ligue anglaise à Sheffield. Bennacer a été appelé à la dernière minute en équipe nationale pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 qui s'est déroulée au Gabon, en remplacement de Saphir Taïder, forfait pour blessure, sans pour autant jouer la moindre minute.

Coupe du monde U-17 2017

Les arbitres algériens Abid Charef et Etchiali retenus par la Fifa

■ Les arbitres internationaux algériens Abid Charef Mehdi et Etchiali Abdelhak sont retenus pour la phase finale de la Coupe du monde des moins de 17 ans, prévue du 6 au 28 octobre prochain en Inde, a indiqué la Fédération internationale de football (FIFA).

Par Salim M.

La Commission des Arbitres de la Fifa a désigné au total vingt-et-un trios d'arbitres issus des six confédérations pour cette compétition qui se disputera dans deux mois. Le continent africain sera représenté par trois trios : le premier trio est composé de Abid Charef, Etchiali et Hmila Anouar (Tunisie). Le second est constitué de Nampandraza Hamada (Madagascar), Marengula Arsenio (Mozambique) et Mahamadou Yahya (Niger), tandis que le troisième trio comprend Tessema Weyesa Bamalak (Ethiopie), Safari Olivier (Congo) et Ssonko Mark (Ouganda).

Pour certains d'entre eux, à l'image de Abid Charef, cette compétition est une étape importante dans leur préparation à la Coupe du Monde de la Fifa, Russie 2018, pour d'autres, c'est l'occasion de progresser tout en montrant leurs qualités et leurs ambitions au plus haut niveau. Il est indispensable pour la Fifa de s'assurer que ses compétitions sont dirigées par les meilleurs arbitres du monde. La Fifa a par ailleurs retenu sept arbitres de réserve. Une particularité est à noter : pour la première fois de l'histoire, des femmes ont été retenues parmi



les arbitres désignés pour une compétition masculine. Les résultats et les progrès constatés lors des préparations mixtes montrent que l'heure est venue pour l'élite de l'arbitrage féminin d'officialier lors de compétitions masculines. «Nous pensons que c'est le bon moment d'intégrer des femmes dans les compétitions masculines de la Fifa. Elles ont travaillé avec des arbitres

masculins l'année dernière et nous voulons les voir maintenant ensemble en compétition», explique Massimo Busacca, chef du département de l'Arbitrage de la Fifa. Tous ont assisté à plusieurs séminaires et participé à de nombreuses activités, dont des séances théoriques et des ateliers pratiques. Les arbitres ont commenté et travaillé différentes situations de match dans

une optique de cohérence et d'uniformité de l'arbitrage. La Coupe du Monde U-17 de la Fifa, Inde 2017, se jouera dans les villes hôtes de Goa, Guwahati, Kochi, Calcutta, Navi Mumbai et New Delhi entre le 6 et le 28 octobre 2017, date de la finale qui se tiendra au stade Vivekananda Yuba Bharati Krirangan de Calcutta.

Académie basket-ball Barcelona

Un programme d'inscription au profit des basketteurs algériens

L'Académie basket-ball Barcelona (ABB), première école professionnelle de formation pour les jeunes basketteurs algériens (04 à 18 ans), a officiellement lancé son programme d'inscription avec l'objectif de permettre aux jeunes sportifs d'appréhender les exigences du sport de haut niveau, a appris l'APS lundi auprès du Directeur technique de l'ABB, Amine Benramdane. «L'ABB aura pour vocation d'offrir un programme permettant d'alterner entre les cours et les entraînements quotidiens durant toute l'année scolaire», explique l'ancien international algérien qui sera entouré par une jeune équipe de techniciens algériens dont deux internationaux encore en activité, à savoir Oussama Aggoune et Anis Fedala. «Un planning de développement personnalisé pour chaque athlète sera mis en place en se basant sur les aspects tactique et technique», ajoute Benramdane, assurant que «des stages à l'étranger seront programmés durant les

vacances scolaires». Les entraînements des jeunes académiciens se dérouleront au stade du 5-Juillet, à l'Ecole supérieure des sciences et technologies de

sport (ESTS) et à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (Eshra). L'Académie basket-ball Barcelona appartient à l'entreprise «Barcelona Youth

Academy» qui a également lancé début 2017 une école de football, Soccer Barcelona stars académie.

Lutte/Championnats du monde

Tarek Aziz et Boudjemline éliminés

LES ATHLÈTES algériens de la lutte gréco-romaine, Tarek Aziz Benaïssa (71 kg) et Adem Boudjemline (85 kg), ont été éliminés dès les premiers tours des championnats du monde 2017, organisés du 21 au 26 août à Paris (France). Tarek Aziz Benaïssa (71 kg), classé à la 5^e place lors de la précédente édition à Las Vegas (Etats-Unis), a battu lors des qualifications l'Ukrainien Parviz Nasibov (4-1), avant de perdre en 1/16^e de finale devant le Français Evrik Nikohk Ostan (2-1). Tarek Aziz termine la compétition à la 16^e place. De son côté, Adem Boudjemline (85 kg), champion

d'Afrique en titre, a été éliminé dès les 1/16^e de finale en perdant son duel face au Suédois Kristoffer Zakarias (4-2) et terminant ainsi le tournoi mondial à la 20^e place. La journée d'hier devait voir l'entrée en lice du troisième Algérien engagé dans ces joutes mondiales, à savoir Bachir Sid Azara (80 kg), médaillé de bronze aux mondiaux juniors de Macon (France). Avant de prendre le départ pour la capitale française, les trois Algériens ont effectué une série de stages en Algérie et à l'étranger, dont le dernier a eu lieu à Bucarest (Roumanie), ponctué par le tournoi international Ion-Corniaud et

Ladislau-Simon. «Nous avons sélectionné les trois meilleurs éléments de la lutte gréco-romaine qui ont une expérience avérée dans ce genre de compétitions, mais leur mission sera très difficile en présence de tous les médaillés olympiques de Rio-2016», avait déclaré à l'APS le Directeur technique national (DTN) de la Fala, Arezki Aït-Hocine. Par ailleurs, la capitale française accueillera, en marge de cet événement mondial, le congrès de l'Union méditerranéenne de lutte (UML), prévu le 24 août en présence de l'Algérie qui sera candidate à la vice-présidence de l'instance.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Protection civile/Accidents de la route

41 morts et 1 581 blessés en une semaine

QUARANTE et une personnes ont trouvé la mort et 1 581 autres ont été blessées dans 1 239 accidents de la route, survenus durant la période du 13 au 19 août, à travers le territoire national, selon un bilan établi mardi par les services de la Protection civile. Le nombre le plus élevé de victimes a été enregistré dans la wilaya de Biskra avec 5 personnes décédées et 57 autres blessées dans 14 accidents de la circulation, précise-t-on de même source. Les unités de la Protection civile ont effectué, par ailleurs, 2 491 interventions pour procéder à l'extinction de 1 908 incendies urbains, industriels et autres. **Khaled C.**

Circulation routière à Messaâdia/Chlef

15 blessés dont quatre gravement

QUINZE personnes ont été blessées, dont quatre gravement, dans un accident de la circulation survenu, avant-hier à Messaâdia, dans la daïra d'El Marsa de la wilaya de Chlef, a-t-on appris auprès du chargé de la cellule de communication de la Protection civile. Selon le lieutenant Mohamed Messaâdia, l'accident est survenu aux environs de 11h du matin, lorsqu'un bus de transport de voyageurs de type Toyota desservant la ligne Ténès-Mostaganem, est entré en collision avec un véhicule touristique, sur la RN11, causant des blessures à 15 personnes, parmi lesquelles quatre se trouvent dans un état grave. L'accident a nécessité une intervention des unités de la Protection civile d'Oued Kecib, Ténès et El Marsa, qui ont dû mobiliser trois ambulances pour le transfert des blessés vers la polyclinique d'El Marsa. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce sinistre de la route, a-t-on ajouté de même source. **Zahra F.**

Drogue

Près de 4 kg de kif et de psychotropes saisis à Batna

LES SERVICES de sécurité de la wilaya de Batna ont saisi 3 714 kg de résine de cannabis (kif traité) et plus de 266 comprimés et 5 flacons de psychotropes, a déclaré lundi à la presse le lieutenant **Abdelhamid Benkhedouma** de la brigade de recherche et d'investigation (BRI) de la police judiciaire locale.

L'opération a été réalisée, au terme d'une enquête déclenchée, suite à des informations faisant état de la commercialisation, par un individu âgé de 53 ans, de stupéfiants dans la

ville de Batna, a précisé la même source.

Les investigations des services concernés ont permis l'arrestation du suspect et la saisie d'une quantité de drogue et de psychotropes, ainsi que 1747 millions de dinars générés par le trafic de ces produits.

Le mis en cause dans cette affaire qui attend d'être déféré devant le parquet, est présenté comme «un baron de la drogue à Batna», a conclu la même source.

Maria B.

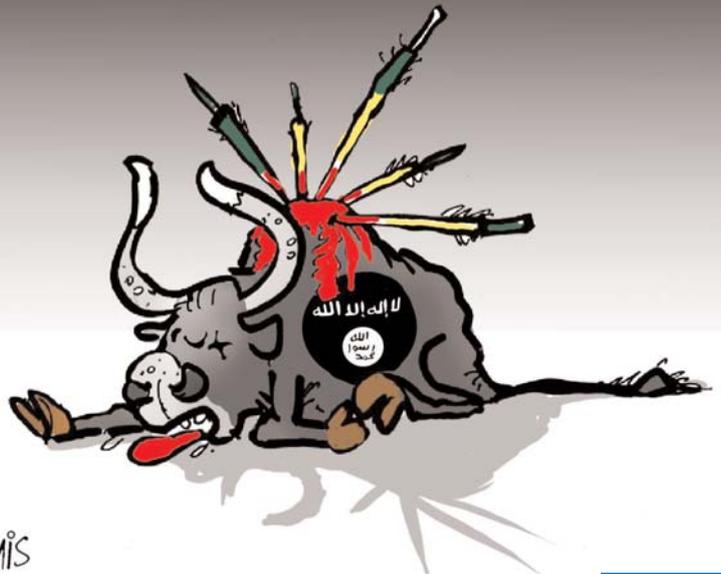
MDN/Lutte antiterroriste

Découverte et destruction de deux casemates pour terroristes à Batna

DEUX CASEMATES pour terroristes ont été découvertes et détruites, avant-hier, suite à une opération de fouille et de ratissage menée par un détachement de l'Armée nationale populaire à Batna, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 21 août 2017, deux casemates pour terroristes à Batna», note la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-côtes

«ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen et Batna des narcotrafiquants et saisi 65 kilogrammes de kif traité, tandis que 32 400 paquets de tabac et 11 040 unités de différentes boissons ont été saisis à Biskra». A Djanet, Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, des détachements de l'ANP «ont arrêté 20 contrebandiers et saisi 2,25 tonnes de denrées alimentaires, 3 090 litres de carburant et divers outils d'orpillage». D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé 80 immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen, Rélizane, Naâma, Tindouf, Adrar et Ouargla», ajoute le communiqué. **Nazim B.**

Le terroriste présumé de l'attentat en catalogne a été abattu



Djalou@hotmail.com

Un réseau de trafic de drogue démantelé à Oran

Plus de deux quintaux de kif saisis

Les éléments de la brigade des stupéfiants de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Oran ont démantelé un réseau de trafic de drogue à Oran impliquant trois individus dont un baron activant à l'ouest et au sud-ouest du pays, lors d'une opération ayant permis la saisie de 2,10 quintaux de kif traité, a-t-on appris, hier, de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Par Razim L.

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue et de la criminalité organisée, les services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Oran ont interpellé, à Oran, trois individus âgés entre 42 et 47 ans, impliqués dans le trafic de drogue dont un baron activant à l'ouest et sud-ouest du pays, ainsi que la saisie de 2 quintaux et 10 kilogrammes de kif traité, a indiqué à la presse le chargé de communication par intérim, le commissaire de police **Abdelouahab Belbachir**. Les investigations poussées ont permis, après une surveillance de plus d'un mois, d'appréhender en pleine transaction trois éléments de ce réseau de trafic et commercialisation de drogue et la saisie de 4 véhicules dont un camion et deux voitures de luxe qui assuraient le transport de ce

poison, a souligné, pour sa part, le chef de la police judiciaire centrale de la sûreté de wilaya, le commissaire principal de police, **Zoubir Bouhaf**, ajoutant que l'enquête est en cours pour connaître le reste de ce réseau spécialisé dans le trafic de drogue. Cette opération de qualité, menée par les éléments de la

Tizi Ouzou

Un baigneur porté disparu en mer

UN JEUNE baigneur est porté disparu en mer depuis avant-hier après-midi au large d'Azeffoune (70 km au nord-est de Tizi Ouzou), avons-nous appris auprès de la cellule de communication de la Protection civile. La victime, la vingtaine, se baignait au large de la plage le Caroubier (ouest de la commune d'Azeffoune) avant de se noyer. Immédiatement des opérations de recherches ont été lancées par les éléments de la Protection civile se trouvant sur les lieux avant d'être rejoints par leurs collègues de l'unité marine de Tigzirt. Jusqu'à hier en milieu d'après-midi, les recherches étaient toujours en cours pour le retrouver avec la mobilisation de pas moins de 11 plongeurs, selon le chargé de communication de la Protection civile, le capitaine **Kamel Bouchakour**. **Hamid M.**

Tipasa

Repêchage des corps de 4 personnes mortes noyées

LES ÉLÉMENTS de la Protection civile de Tipasa ont procédé, durant ces dernières 48 heures, au repêchage des corps de quatre personnes mortes noyées, dont trois au niveau de barrages et mares d'eau, a-t-on appris, avant-hier, auprès de ce corps. Des éléments de la Protection civile sont intervenus, dimanche dernier, au niveau d'une ferme de Koléa, où ils ont procédé au repêchage des dépouilles de deux frères (âgés de 18 et 37 ans), qui se seraient noyés dans un puits, a-t-on indiqué de même source. La troisième dépouille mortelle, un berger de 68 ans de la région de Fedjana, a été repêchée, samedi, au niveau du barrage Boukerdane de Sidi Amar, suite à la découverte sur les berges du barrage de ses

vêtements et de son téléphone portable. La même journée (samedi) a vu également le repêchage d'une quatrième dépouille mortelle à la plage de Hamdania, à l'est de Cherchell, où un jeune homme de 21 ans, originaire de Khemis Miliana (Ain Defla), est mort noyé. Selon un bilan de la Protection civile de la wilaya rendu public le 14 août, trois personnes sont mortes noyées depuis l'ouverture de la saison estivale le 1er juin dernier, dont deux au niveau de plages non autorisées à la baignade, au moment où 3 800 estivants ont été sauvés de la noyade, sur les 6 271 interventions réalisées par les éléments de ce corps constitué, sur les plages de la région.

Lilia A.